

Le Canada soutient depuis longtemps que la prolifération des armes chimiques, biologiques et nucléaires ainsi que de leurs dispositifs de lancement représente une sérieuse menace pour la paix mondiale. Il y a deux ans, le premier ministre Mulroney a exposé un programme global visant à mettre fin à cette prolifération et a exhorté la communauté internationale à manifester la volonté politique nécessaire à la réalisation de cet objectif. Grâce à la signature de cette convention, je suis heureuse aujourd'hui de pouvoir affirmer que nous avons fait de grands progrès en ce sens.

En raison de leur histoire, les Canadiens accordent une priorité particulière à l'abolition des armes chimiques. En effet, au mois d'avril 1915, au saillant d'Ypres, en Belgique, les troupes canadiennes, françaises et coloniales françaises ont été victimes de la première attaque aux gaz sur le front occidental. Voici à ce sujet ce que relate l'histoire officielle de l'Armée canadienne : «Les linges humides couvrant le nez et les narines, faute d'avoir été au moins traités avec un quelconque produit chimique, ne pouvaient pas grand-chose contre le chlorure, et, rendus aveugles et la gorge en feu, les hommes s'écroulaient au fond de la tranchée, condamnés à mourir asphyxiés.» Beaucoup sont effectivement morts. Un plus grand nombre ont survécu pour passer le reste de leur vie en proie aux maux physiques et psychologiques dus à cette attaque traumatisante et à d'autres semblables qui ont suivi au cours des trois autres années qu'a duré cette guerre.

Près de trois quarts de siècle après, on n'a pas encore tiré toutes les leçons de ce tragique événement.

Même si, à l'heure actuelle, seulement un petit nombre de pays reconnaissent être en possession d'armes chimiques, nous savons que beaucoup d'autres ont les moyens de s'en servir. Nous avons tous été choqués par les images de ces Iraniens et de ces Kurdes, victimes des armes chimiques irakiennes. Nous l'avons vu dans le Golfe, la peur que des armes chimiques puissent être dirigées non seulement vers des soldats mais également vers des civils sans défense a été un cauchemar constant.

L'accord conclu entre les États-Unis et la Russie en vue de détruire leurs arsenaux représente un pas important vers un monde libéré des armes chimiques. Voilà que nous avons conclu une convention pour interdire leur mise au point, leur production, leur stockage et leur usage et pour assurer leur destruction. Cette convention ne se contente pas de mettre fin à leur prolifération; il s'agit du premier accord visant à la fois à bannir toute une catégorie d'armes de destruction massive et à garantir une vérification globale.

Bien entendu, à elles seules, nos signatures de cette semaine ne valent pas grand-chose. Nous devons faire en sorte que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ait la volonté politique et les ressources voulues pour faire du système